



SOLIDARITÉ PALESTINE

POUR LA DÉFENSE DES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

Association France Palestine Solidarité

Groupe de Pau

Le Kiosque, 15 rue de la République, 64000

Bulletin d'information N°7 mars 2011



EN MAI 2011 LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE A RENDEZ VOUS A GAZA

Le 31 mai 2010, la marine de guerre israélienne attaque dans les eaux internationales la flottille de la liberté qui tentait de briser le blocus de GAZA bilan : 9 morts, 600 personnes brutalisées et emprisonnées pendant 3 jours en Israël.

On s'en souvient cet acte de piraterie en mer avait suscité l'indignation des sociétés civiles du monde entier.

Qu'ont fait alors nos gouvernements ? Rien ou si peu à part quelques condamnations formelles.

Pire, nous venons d'apprendre que l'Union Européenne qui avait suspendu après la guerre contre la population de GAZA le rehaussement de l'accord d'association avec Israël vient de le valider le 23 Février dernier. Cet état voyou a maintenant au sein de l'UE un statut de quasi membre sans en avoir les obligations.

Quant aux USA d'Obama, ils viennent d'opposer leur veto à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU condamnant la colonisation de la CISJORDANIE.

Il est clair qu'il n'y a rien à attendre de gouvernements qui se targuent de promouvoir les valeurs de liberté et de respect les droits de l'homme, mais qui se taisent honteusement dès qu'il s'agit d'ISRAËL.

C'est pourquoi des citoyens et associations du monde entier ont décidé de mettre sur pied une 2^{ème} flottille qui se rendra à GAZA dans le courant de la 2^{ème} quinzaine de mai avec comme mots d'ordre communs :

- ❖ briser le siège de GAZA
- ❖ respect du droit international
- ❖ pas d'impunité pour les criminels de guerre
- ❖ solidarité avec le peuple palestinien

Une quinzaine de bateaux de pays différents prendront alors le large pour se rendre à GAZA et briser le blocus inhumain, certains représenteront des pays, d'autres des regroupements ou des coalitions de pays, ainsi il y aura un bateau commun des pays arabes (Algérie, Yémen, Jordanie...) A la suite du Forum Social Mondial de Dakar, il a été décidé d'intégrer des collectifs de plusieurs pays africains (Sénégal, Mali...) à la flottille.

Plusieurs cargos communs transporteront du matériel humanitaire.

Des personnalités et militants ainsi que les médias prendront place sur ces bateaux.

Des bateaux pour Gaza : une mobilisation citoyenne.

Face à cette situation, des associations, syndicats et des citoyens du monde entier veulent agir en envoyant du matériel sur des navires qui feront escale et partiront de villes

côtières et internationales (en Suède, Grande-Bretagne, Irlande, France, Espagne, Italie, Grèce, Allemagne, Turquie, Algérie, Liban...) pour l'amener à bon port à Gaza !

« Un bateau français pour GAZA »

Pour réaliser ce projet, il nous faut récolter 435.000 euros. A la date du 10 mars, plus de 280.000 euros ont déjà été collectés, et le bateau trouvé. Un premier versement est prévu mi-mars.

Notre bateau partira de Marseille, fera escale à Sète puis à Bizerte en Tunisie (proposition de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens) avant de continuer sur GAZA.

**NOUS AVONS BESOIN DE L'AIDE DE CHACUN POUR
MENER CE PROJET A SON TERME
ENVOYEZ VOS DONS AU**

**MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris ou à votre
groupe local ou à l'AFPS le KIOSQUE 15, rue de la
République 64000 Pau (à l'ordre du MRAP en
précisant "un bateau français pour Gaza").**

Blocus illégal depuis Juin 2007

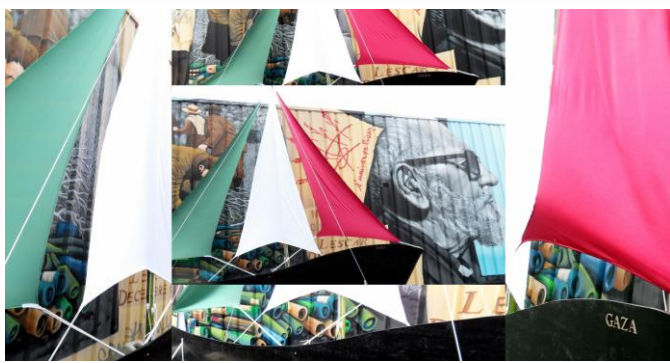
En novembre 2009, l'Union européenne a lancé un appel « en faveur de l'ouverture immédiate et sans condition de points de passage pour que l'aide humanitaire puisse parvenir à Gaza et que les marchandises et les personnes puissent y entrer et en sortir. ». En juin 2010, le gouvernement israélien a décidé d'« alléger » son blocus, suite aux protestations internationales après l'attaque de la première « Flottille de la liberté »

Depuis juin, le nombre de camions entrant dans Gaza a augmenté mais il reste très largement insuffisant par rapport aux besoins de la population qui ne peut toujours ni sortir ni exporter ses produits.

En septembre 2010, 3.490 camions sont entrés dans la bande de Gaza alors que 10.000 par mois sont nécessaires pour assurer une vie normale aux Gazaouis.

La circulation des personnes a également connu peu d'évolution. La population de Gaza reste enfermée et continue de se voir refuser toute possibilité de circuler pour voyager, travailler, étudier ou rendre visite aux membres de leur famille et amis en dehors de Gaza. Bien que le nombre d'hommes et femmes d'affaires autorisés à voyager ait augmenté, il n'y a eu aucune augmentation du nombre total de Palestiniens autorisés à quitter Gaza par les points de passage israéliens. Qu'envisage le gouvernement pour permettre la circulation des Palestiniens de la bande de Gaza et des travailleurs humanitaires ?

Catherine Ashton, Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères a récemment déclaré : « nous pensons que ce qui s'est passé avec Gaza n'est pas satisfaisant, qu'Israël n'a pas respecté ses engagements sur l'assouplissement du blocus. ».



Notre bateau pour Gaza fait escale à Emmaüs Lescar Pau.

Le 22 janvier, place Clémenceau, les manifestants palois ont témoigné de leur solidarité avec les Palestiniens autour de « Notre bateau pour Gaza ». Remonté à Emmaüs, il permet aux nombreux visiteurs de s'informer sur les objectifs de notre campagne et leur donne l'occasion de participer à la collecte de dons. Nous sommes présents deux jours par semaine chez les compagnons d'Emmaüs qui sont parties prenantes du projet dans un collectif de 19 associations paloises.



Le Caire accuse Israël de génocide

Le Caire qualifie le blocus de Gaza de "violation du droit international". Le nouveau ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil al-Arabi, appelle à un changement de conception du Caire à l'égard du blocus de Gaza, qu'il qualifie pour sa part de "violation du droit international". Au lendemain de sa nomination à son poste, Al-Arabi, il accuse Israël de génocide appelant les Etats arabes à tenter des actions à l'encontre de l'Etat juif pour "avoir commis des atrocités".



Journée de la Terre en Palestine

A la fin du mois de mars 1976 l'état israélien multiplie les confiscations de terres palestiniennes et déclare les villages arabes zones militaires.

Le haut comité arabe en Palestine occupée en 1948 déclare une grève générale. La réponse de l'armée d'occupation israélienne est immédiate. Elle impose un couvre feu le 29 mars à partir de 17h sur les villages palestiniens de Galilée : Sakhnin, Arabeh, Der-Hannah, Turhan, Tamra et Kabul.

Le 30 mars 1976 au matin les Palestiniens organisent la grève générale, qui s'étend de Galilée au nord jusqu'au Néguev au sud. Le gouvernement israélien déploie ses plus gros moyens, et envoie l'armée et la police contre des palestiniens sans défense.

Six palestiniens sont tués et des douzaines blessés, en majorité des jeunes. Depuis ce jour, la Journée de la Terre est devenue un symbole pour les Palestiniens dans leur combat contre le projet sioniste en Palestine.

MARS 1976 - MARS 2011

35 années après la journée de la terre, le peuple palestinien poursuit sa lutte pour le

- ❖ *Droit à la terre.*
- ❖ *Droit au retour.*
- ❖ *Droit à l'indépendance.*

VOLONTE DE VIVRE

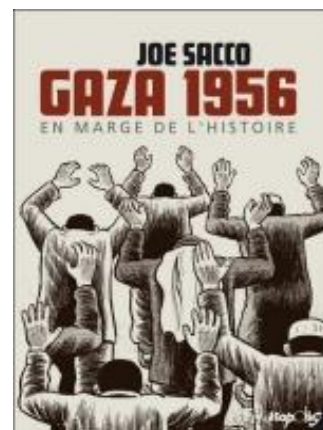
Lorsqu'un jour le peuple veut la vie,
force, pour le destin, de répondre,
pour la nuit de s'évanouir,
pour les chaînes de se rompre.

Le vent rugit dans les gorges,
au sommet des montagnes, sous les arbres:
"Moi, lorsque je tends vers un but,
laissant toute prudence, je m'embarque dans le rêve".

"Qui n'aime point escalader les monts,
traîne à jamais dans les crevasses".

Abou el Kacem Chebbi

Poète Tunisien (24 février 1909/ 9 octobre 1934)



Gaza: d'un massacre à l'autre....

Joe Sacco "GAZA 1956, en Marge de l'Histoire" Prix "Regards sur le Monde" au festival de la BD d'Angoulême 2011. Dans cet album dédié "aux gens de Gaza" Joe Sacco établit la relation de 2 massacres perpétrés par l'armée Israélienne en Novembre 1956 l'un à Khan Younis et l'autre à Rafah et témoigne du quotidien tragique des habitants de la bande de Gaza au présent.



Deux poids, deux mesures,

Qui a écrit : «Il ne leur (*les autorités françaises*) appartient pas, néanmoins, d'intervenir ou même de commenter les procédures judiciaires d'un Etat souverain»? C'était le 16 janvier 2011 dans une lettre adressée à Jean Claude Lefort, président de l'AFPS et président du comité de soutien de Salah Hamouri.

Qui a déclaré : «Aucun des éléments fondamentaux de droit ou de fait soulevés par la défense de Florence Cassez n'a été pris en compte comme ils auraient dû l'être dans un Etat de droit»? C'était le 6 février 2011 dans tous les médias.

Un peu plus d'un mois entre ces deux phrases de notre ex-ministre des Affaires Etrangères Michèle Alliot-Marie. La première concerne Salah Hamouri, en prison en Israël. La deuxième concerne le Mexique et le jugement en cassation de Florence Cassez. Peut-être y a-t-il une nuance entre «état de droit» et «état souverain». Salah et Florence sont aussi français l'un que l'autre. Le passeport de Salah a été délivré par le ministère français des Affaires Etrangères. Rappelons juste que Salah Hamouri a été arrêté à un check point en Palestine, a été condamné par un tribunal militaire à Ofer (en Palestine) après une vingtaine de tentatives de procès reportés pour manque de preuves. Juste une remarque : il n'y a guère que les dictatures qui ont des tribunaux militaires. De plus tout ceci se passe dans les territoires occupés de Palestine – illégalement au vu du droit international.

Nicolas Sarkozy a reçu les parents de Florence Cassez une dizaine de fois, mais jamais Denise Hamouri (de Bourg En Bresse), la mère de Salah. En public, il n'a jamais prononcé son nom. Il intervient auprès du gouvernement mexicain de façon extraordinairement tapageuse comme «un éléphant dans un magasin de porcelaine» (Marcel Bouguereau dans la République des Pyrénées le 16 février).

On peut continuer. Comme on lui demandait, toujours en février 2011, si elle comptait faire annuler l'Année du Mexique en France qui vient de débiter, Michèle Alliot-Marie a répondu qu'elle "ne participerait à aucune de ses manifestations". Si c'était une position personnelle il n'y aurait rien à redire, sauf qu'elle s'exprimait en tant que ministre des affaires étrangères sur tous les journaux, radios et télévisions : ne serait-ce pas une incitation à la discrimination? Au dernier dîner du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) le 19 février 2011 elle dit (ce qu'elle avait déjà dit l'année précédente au repas du CRIF à Bordeaux) : «Je n'accepte pas que des personnes, responsables associatifs, politiques ou simples citoyens, appellent au boycott de produits au motif qu'ils sont kasher ou qu'ils proviennent d'Israël. Je souhaite que le parquet fasse preuve de davantage de sévérité à ce sujet. J'ai donc adressé une circulaire aux parquets généraux, leur demandant d'identifier et de signaler tous les actes de provocation à la discrimination». 80 personnes en France (dont Stéphane Hessel) sont poursuivies en justice à la suite de la publication de cette circulaire.

On vous le dit : deux poids, deux mesures !

Jean Claude Lefort président de l'AFPS et député honoraire s'est adressé au nouveau ministre des Affaires Étrangères Alain Juppé : il lui demande d'intervenir au plus vite pour faire libérer Salah Hamouri en ces termes : «Vous avez déclaré, devant le Conseil municipal (de Bordeaux) que vous alliez « rouvrir » son dossier. Et Jean Claude continue : « Ouvrez le vite et ne le fermez pas. Ne faites pas comme l'ont fait vos prédécesseurs ni les locataires d'obscures officines élyséennes qui n'ont de comptes à rendre à personne et qui font la pluie ou le beau temps en la matière qui vous occupe désormais de nouveau ! ».

Le texte complet de cette lettre est disponible sur le site national de l'AFPS à l'adresse suivante :

<http://www.france-palestine.org/article16898.html>

Ecologie ou violation du droit international ?

Le KKL (Keren Kayemeth Leisraël) appelé aussi "Fonds National Juif", crée en 1901 par le mouvement sioniste international, est un organisme chargé d'acquérir par tout moyen sur le territoire de la Palestine historique des terrains au profit de personnes ou de collectivités **exclusivement juives**.

En 1901, il n'y avait presque aucune terre juive en Palestine. Dans le futur Etat d'Israël, il n'y en avait que 7% avant sa création en 1947.

En 2011, à peine 3% des terres de cet Etat appartiennent ou peuvent appartenir à des Palestiniens.

Aujourd'hui, le KKL se présente comme une organisation environnementale et la première organisation verte d'Israël. Soulignons le fait que les milliers d'arbres que le KKL se vante d'avoir plantés l'ont été **sur les ruines des villages palestiniens de Galilée** (sur le mont Carmel) ou du **Néguev** dynamités en 1948 et sur les territoires occupés depuis 1967, ceci pour effacer toute trace de présence palestinienne dans ce qui est devenu l'Etat d'Israël.

Ce sont ces forêts de pins, non adaptées au climat local si sec qui ont brûlé cet automne.

Les Palestiniens ne plantaient sur les pentes du mont Carmel que des oliviers.

Actuellement, le KKL lève des fonds français pour planter "le Parc de France" sur les terres expropriées des villages entourant Jérusalem, entre les colonies de Maale Adoumim et Jérusalem Est.

Ainsi, ce serait un "parc Français" qui permettrait de parachever les contours du "grand Jérusalem" voulu par les colons.

Le processus de colonisation, dans ses divers aspects, est considéré comme autant de crimes de guerre par la 4ème convention de Genève.

C'est pourquoi la campagne BDS s'oppose aux galas du KKL, destinés à collecter des fonds pour « la colonisation verte ».

En 2005, **Pascal Boniface**, Directeur de l'IRIS (Institut de relations Internationales et Stratégiques), s'interroge sur la quatrième guerre mondiale. Véritable guerre à mort contre le terrorisme planétaire que les néo conservateurs américains entendaient mener, au nom du monde civilisé, réuni sous leur bannière. Le Proche-Orient est plus dangereux et instable que jamais. Le fossé entre le monde occidental et le monde musulman est creusé. L'avenir de la sécurité internationale se joue toujours dans le conflit israélo-palestinien, dans cette zone devenue l'épicentre d'un éventuel « choc des civilisations ».

Or, rien n'est inéluctable. Il est encore temps d'arrêter l'engrenage qui menace de conduire le monde à la ruine.

« **Vers la 4ème guerre mondiale ?** » : éd. Armand Colin, 2009

Les gouvernements occidentaux se doivent de réviser leurs positions concernant le Proche-Orient avant qu'il ne soit trop tard.

Depuis les cellules de la prison, on peut entendre des voix parfois indignées qui parlent des droits de l'Homme....Ces hommes politiques, ces gouvernements qui prétendent défendre les droits de l'Homme et appliquer la justice savent-ils ce qui se passe dans les prisons de l'occupation israélienne ?

Savent-ils que plus de 8000 prisonniers sont victimes de mort lente ?

Parfois des voix s'élèvent lors de réunions au sommet, il arrive que quelqu'un parle des prisonniers politiques palestiniens mais on parle de nous comme des terroristes, des numéros sans visage alors que comme tous les êtres humains, nous sommes parfois faibles, parfois forts, nous aimons et nous détestons, nous rions, nous avons même des moments de joie ou nous pleurons aussi quand nous pensons à nos familles.

Pour exprimer notre souffrance, il me faudrait écrire 10 livres mais même une encyclopédie ne ferait pas bouger vos consciences s'il vous en reste une après la course au pétrodollar de l'Oncle Sam qui occupe l'Irak en guise de démocratie.

Vous soutenez la justice et les droits de l'Homme dans certains endroits du monde mais ici, vous soutenez et légitimez l'occupation et nous en payons le prix dans nos cellules.

Avez-vous déjà imaginé une femme palestinienne accouchant en prison, les pieds et mains liés ? Avez-vous déjà vu un enfant de 12 ans menotté à un check point et laissé des heures au soleil ou sous la pluie par la volonté d'un simple soldat ?

Savez-vous qu'un grand nombre de mes camarades a déjà passé plus de 20 ans derrière les barreaux ? Beaucoup ont perdu leurs parents sans pouvoir leur dire « adieu ».

Les gouvernements occidentaux se doivent de réviser leurs positions concernant le Proche-Orient avant qu'il ne soit trop tard. Depuis quelque temps, les révolutions de peuples arabes sont en train de mettre fin à des dictatures qui ont le plus souvent servi vos intérêts au lieu de défendre leurs peuples.

Vive les révolutions arabes ! Vive le pouvoir des peuples ! Vive la liberté !

Salah Hamouri

Section 1 Prison de Guilboa,
le 20 février 2011

**Briser le silence !**

Les photos de soldats se photographiant avec de détenus palestiniens attachés, en train de s'amuser à s'attacher comme s'ils étaient eux-mêmes des prisonniers et même à côté de cadavres de Palestiniens.

C'est ça l'ordinaire d'un soldat israélien en territoire occupé – «chaque fois que vous êtes à un check point, qu'un Palestinien ne fait pas exactement ce que vous voulez, vous l'attachez, vous lui mettez un bandeau sur les yeux et vous le gardez pendant quelques heures. Chaque fois que vous êtes en patrouille, qu'un Palestinien sourit un peu trop pendant un contrôle d'identité, vous le gardez pour lui montrer qui est le patron. Peu à peu, vous oubliez qu'il est un être humain comme vous. Il devient comme un objet avec lequel vous pouvez jouer, que vous pouvez prendre en photo. Et ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg » raconte Yehuda Shaul (photo), ancien militaire et créateur de l'ONG **BREAKING THE SILENCE**.

Pourquoi de telles photos publiées sur Facebook par une ex-soldate israélienne ont-elles fait tout à coup un scandale en Israël ? Pourquoi les Israéliens n'ont-ils pas conscience de ce qui se passe dans les territoires occupés ? C'est notamment à cause des mensonges délivrés par les porte-parole de l'armée, dit Y. Shaul.

Justement, briser le silence, dire la vérité, c'est ce qu'est résolue à faire cette ONG qui depuis 2004, publie des rapports, des photos, fait des conférences, emmène les Israéliens dans les territoires occupés, pour dire les crimes commis. « Car en tant que société civile israélienne, nous devons décider de ce que nous autorisons les militaires à faire, ou pas, en notre nom ».

Réaction des Généraux de Tsahal : Tuez-les tous !

Ce n'est pas nous qui le disons, mais le général israélien Yaakov Amidror, qui préconise de "loger une balle dans la tête" des soldats israéliens qui refusent d'obtempérer aux ordres de leurs supérieurs !

Les soldats de l'Armée israélienne de défense qui ne veulent pas combattre doivent être abattus », rapporte Haaretz. (...) D'ailleurs, a-t-il expliqué, « l'armée est une organisation destinée à tuer ». C'est toute une organisation qui dit au peuple : « vous tuerez et vous serez tués ».

Bulletin d'adhésion et/ou de soutien à l'AFPS de Pau

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Téléphone..... Courriel.....

J'envoie un chèque de..... à l'AFPS, le Kiosque, 15 rue de la République, 64000 PAU

(Un reçu fiscal vous sera adressé. La réduction d'impôts est de 66 % sauf abonnement, dans la limite de 20 % du revenu imposable annuel.)

Courriel : afps.groupe-de-pau@pau.fr

Site : <http://afpspau.wordpress.com/>